

COMMUNIQUE DE PRESSE

Préfectoralisation de l'ensemble des services de l'Etat : à l'heure de la bascule dans « le service public spectacle » !

En ces temps de crise sanitaire, il est de bon ton d'en appeler à la réactivité et à la flexibilité des agentes et agents en charge du service public.

Préfets et préfètes l'ont bien compris ! Tellement bien que certaines administrations sont de plus en plus détournées de leurs missions de service public au profit d'opérations qui, au mieux relèvent de la pure opération de communication, et au pire foulent au pied les réglementations en vigueur.

Solidaires CCRF & SCL, première organisation syndicale à la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de Répression des Fraudes (DGCCRF), tire la sonnette d'alarme sur la multiplication de telles opérations dans son champ professionnel, et sous des prétextes divers : contrôle « confessionnels » sous couvert de lutte contre les séparatismes, ou en réponse à des plaintes de syndicats agricoles, besoin de rassurer l'opinion publique sur l'engagement des services de l'Etat pendant la crise...

Toutes les excuses sont bonnes pour envoyer les personnels de la DGCCRF faire des contrôles taillés sur mesure pour faire de la communication, mais absolument pas pour garantir l'ordre public économique en luttant contre les fraudes et les problèmes de sécurité des produits alimentaires ou non-alimentaires.

Pendant ce temps-là, les agent-es confisqué-es au service de ces opérations de communication préfectorale ne s'occupent pas des vrais problèmes, et personne ne les supplée pour s'en occuper. Qui pour surveiller la mise en œuvre des rappels de produits dangereux pour la santé des consommateurs, ou des dispositifs de fraude qui se mettent en place à la faveur du contexte sanitaire dégradé ? De moins en moins de monde, malheureusement pour les consommatrices et les consommateurs.

Petit exemple concret : de (très) nombreux produits contenant du sésame font actuellement l'objet en France comme dans le reste de l'Union européenne de mesures de retrait / rappel en raison de la présence importante d'oxyde d'éthylène, mobilisant des services déjà en sous-effectif, et récemment mis sous tension pour les contrôles de produits dit non-essentiels dans les grandes surfaces (ceci dit sans commenter l'intérêt de faire appliquer une réglementation ubuesque quant à la liste des produits concernés).

Pendant ce temps, **Solidaires CCRF & SCL** parie qu'avec le déconfinement-enfin-pas-déconfinement-mais-un-peu-quand-même, et à l'image de ce qui s'était fait au premier semestre, des collègues vont être envoyé-es faire des contrôles de jauge dans les magasins et seront invité-es à adresser des mises en demeure, alors que le Ministère de l'Intérieur sait très bien que les personnels de la CCRF n'ont pas d'habilitation et de pouvoir de sanction en l'espèce !

Pour **Solidaires CCRF & SCL**, à l'heure où l'inspection du travail suit le même chemin que la DGCCRF en passant sous tutelle hiérarchique de l'appareil préfectoral, l'indépendance des corps de contrôle face aux enjeux politiques, voire politiciens, locaux est plus que jamais en danger !

Pour **Solidaires CCRF & SCL**, cette indépendance est pourtant la garante de l'égalité entre toutes et tous, et de leur protection face aux menaces sanitaires et économiques inhérentes à la recherche du profit maximal qui anime nos gouvernants et leurs amis.